Burundi : plaidoyer pour la réussite de la politique du "charroi zéro"

@rib News, 24/01/2013 â€“ Source Xinhua L'ONG burundaise Observatoire de Lutte contre la Corruption et les Malversations Economiques (OLUCOME) a avancé jeudi des recommandations au Gouvernement pour la réussite de la politique du charroi zéro de l'Etat. « L'OLUCOME recommande qu'il soit institué, dans l'urgence, des mesures d'accompagnement pour la réussite de cette politique, de mettre sur pied deux maisons qualifiées, l'une d'expertise, l'autre de contre expertise pour la bonne marche de ce programme, de réduire sensiblement l'effectif de véhicules accordés aux différentes autorités et de réduire au maximum les moyens financiers prévus, surtout les indemnités kilométriques », a déclaré Gabriel Rufyiri, président de l'OLUCOME au cours d'une rencontre avec la presse. L'OLUCOME fait ce plaidoyer au moment où il y a un projet de décret portant mode d'organisation et de fonctionnement du transport administratif dans la politique du charroi zéro. A côté des services concentrés et de deux véhicules de liaison par ministère, ce projet de loi prévoit pour les plus hautes autorités du pays 47 véhicules, des indemnités kilométriques de 3,2 millions de Fbu (un peu plus de 2 000 dollars) pour le déplacement de ceux qui utilisent leurs propres véhicules en ville à des fins de service public et par kilomètre pour des missions à l'intérieur du pays. Le budget de l'Etat, exercice 2013 a prévu plus de 936 millions de Fbu (plus de 624 000 dollars) d'indemnités pour les ayants droits à des véhicules de fonction, plus de 81 milliards de Fbu (plus de 45 000 dollars) pour l'entretien, et les réparations des véhicules ainsi que 11 milliards de Fbu (plus de 7 millions de dollars) pour l'achat des lubrifiants et du carburant. La politique du charroi zéro concerne l'administration publique, les administrations personnalisées, les sociétés publiques et para publiques et les établissements publics à caractère administratif.